



**ROGERS COMMUNICATIONS ANNONCE SES RÉSULTATS
POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 2013**

Les produits ont augmenté de 3 %, une croissance soutenue ayant été enregistrée dans les secteurs Sans-fil et Câble.

L'élargissement de la clientèle s'est traduit par 32 000 nouveaux abonnés aux services facturés de Sans-fil et 18 000 nouveaux abonnés aux services par câble.

Le résultat d'exploitation ajusté s'est accru de 8 % et le bénéfice dilué par action, de 18 %, reflétant ainsi la croissance du chiffre d'affaires et l'amélioration soutenue de l'efficacité.

TORONTO (le 22 avril 2013) – Rogers Communications Inc., l'une des premières sociétés diversifiées dans les communications et les médias au Canada, a fait connaître aujourd'hui ses résultats financiers et opérationnels consolidés non audités pour le premier trimestre clos le 31 mars 2013, conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Principaux résultats financiers des activités poursuivies

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2013	2012	Variation en %
Produits opérationnels	3 027 \$	2 943 \$	3
Après ajustement ¹⁾			
Résultat d'exploitation ²⁾	1 179	1 094	8
Résultat net	414	360	15
Résultat par action de base	0,80	0,69	16
Résultat par action dilué	0,80	0,68	18
Flux de trésorerie disponibles avant impôt ¹⁾	543	488	11
Bénéfice net	353	324	9
Bénéfice de base par action	0,69	0,62	11
Bénéfice dilué par action	0,68	0,61	11

1) Pour en savoir davantage sur la façon dont sont déterminés les montants « après ajustement » et les flux de trésorerie disponibles avant impôt, qui sont des mesures non conformes aux PCGR, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance et mesures non conformes aux PCGR ».

2) Le résultat d'exploitation ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et ne doit pas être considéré comme une mesure susceptible de remplacer le bénéfice opérationnel ni le bénéfice net établis conformément aux IFRS. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance et mesures non conformes aux PCGR » pour un rapprochement du résultat d'exploitation ajusté avec le bénéfice opérationnel.

« Le niveau record des produits et du résultat d'exploitation ajusté de Rogers au premier trimestre constitue un début prometteur pour 2013, a déclaré Nadir Mohamed, président et chef de la direction de Rogers Communications Inc. L'évolution positive des résultats opérationnels en 2012 se poursuit pour le nouvel exercice, comme le démontre l'amélioration continue des PMPA, des produits tirés des services de transmission de données et des services Internet, des taux d'attrition et des marges au cours du premier trimestre de 2013. Cette croissance équilibrée, observée tant au chapitre des abonnements que des produits, des marges et des bénéfices, découle de la composition de nos actifs de premier ordre, de nos services novateurs et de nos gains d'efficacité fructueux et soutenus, croissance grâce à laquelle nous avons pu annoncer une hausse des dividendes de 10 % un peu plus tôt ce trimestre. »

Faits saillants du premier trimestre de 2013

Croissance continue du chiffre d'affaires

- L'augmentation de 3 % des produits sur une base consolidée découle de la croissance de 4 % des produits du réseau de Sans-fil et de celle de 4 % des produits de Cable, hausses qui ont été contrebalancées partiellement par un recul pour Media en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Les produits tirés des services de transmission des données sans fil ont augmenté de 22 % ce qui a permis de générer une augmentation de 3,5 % des PMPA mixtes. Les produits tirés des services de transmission des données sans fil comprennent désormais 45 % des produits tirés des réseaux de Sans-fil. Sans-fil a procédé à la mise en service et au rehaussement de 673 000 téléphones intelligents, dont environ 33 % étaient destinés à de nouveaux abonnés de Sans-fil. Ainsi, les utilisateurs de téléphones intelligents représentent maintenant 71 % de l'ensemble des abonnés aux services facturés. Par ailleurs, Sans-fil a connu une réduction continue du taux d'attrition des abonnés aux services facturés.

Croissance des profits et augmentation des marges grâce aux gains d'efficience soutenus

- Le résultat d'exploitation ajusté consolidé a progressé de 8 % d'un exercice à l'autre, en raison essentiellement d'une hausse de 4 % enregistrée par le secteur Sans-fil, d'une augmentation de 13 % pour le secteur Cable et de 28 % pour le secteur SAR.
- Les marges consolidées de 38,9 % se sont accrues de 170 points de base par rapport à l'exercice précédent, hausse soutenue par de fortes marges bénéficiaires opérationnelles ajustées de 45,5 % et de 49,8 %, respectivement, pour Sans-fil et Cable, ce qui reflète la croissance des produits conjuguée à une excellente mise en œuvre de nos objectifs en matière de gestion des coûts. Le résultat net ajusté a connu une hausse de 15 % comparativement à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent et le résultat par action dilué ajusté de 0,80 \$ est en hausse de 18 %.

Amélioration soutenue des réseaux de pointe afin de monétiser la croissance rapide des données

- Rogers a continué d'élargir la couverture du premier et du plus rapide réseau canadien sans fil à large bande 4G Évolution à long terme (*Long Term Evolution* ou « LTE ») qui dessert désormais environ 60 % de la population canadienne, tout en continuant d'offrir plus d'appareils LTE que n'importe quel fournisseur au Canada. LTE est une technologie de nouvelle génération qui offre une connectivité sans pareille, des vitesses de trois à quatre fois supérieures au HSPA+ ainsi que des taux de téléchargement en aval pouvant atteindre 150 mégabits par seconde.
- Rogers a annoncé des ententes avec Shaw Communications (« Shaw ») pour obtenir une option d'achat des avoirs du spectre des services sans fil évolués (« SSFE ») de Shaw en 2014 et acquérir le système de câble de Shaw à Hamilton, en Ontario, tandis que Shaw fera l'acquisition de la participation de un tiers de Rogers dans la chaîne spécialisée TVtropolis. Nous avons récemment reçu l'approbation réglementaire relativement à l'acquisition du système de câble de Shaw et d'autres transactions sont en attente d'une approbation réglementaire.
- Rogers est devenue la première société de télécommunications en Amérique du Nord et l'une des premières au monde à offrir un service d'itinérance LTE à ses abonnés. En association avec l'un des principaux fournisseurs de services mobiles de Hong Kong, Rogers a lancé un service d'itinérance LTE pour ses abonnés qui voyagent à Hong Kong. Au cours de 2013, Rogers compte offrir son service d'itinérance LTE dans de nombreux autres pays.

Optimisation de l'expérience client

- Rogers a annoncé l'homologation du service de paiement mobile mobiXpress^{MC} destiné aux systèmes d'exploitation Android et BlackBerry 10. En plus de permettre de faire des paiements électroniques à l'aide d'un téléphone intelligent en toute sécurité, le service mobiXpress de Rogers est reconnu par des dizaines de milliers de terminaux sans contact à l'échelle du Canada.
- De concert avec ses partenaires issus d'une alliance mondiale dans le domaine des communications de machine à machine, Rogers a présenté une carte SIM unique et fonctionnelle partout dans le monde par la voie d'une plateforme Web destinée à simplifier les solutions de machine à machine multinationales pour notre clientèle internationale. Composée de huit entreprises de télécommunications

mobiles, l'alliance met sur le marché une technologie visant à simplifier le processus de déploiement de solutions de machine à machine et à faciliter les déploiements d'appareils connectés à l'échelle mondiale pour les sociétés multinationales.

- Rogers a lancé son système de domotique, un système solide et novateur de contrôle pour l'automatisation et la sécurité de la maison, auprès des résidents de la région du Golden Horseshoe, en Ontario, et dans le Canada atlantique. Le système de domotique de Rogers permet à ses clients de facilement contrôler et automatiser la sécurité, l'éclairage, les caméras, les thermostats et les appareils de leur maison et de surveiller cette dernière à distance au moyen de leur téléphone intelligent, tablette électronique ou ordinateur.

Media met l'accent sur les sports et le contenu local

- Media et les Bills de Buffalo ont annoncé que leur partenariat avait été renouvelé pour cinq ans, leur permettant ainsi de continuer d'offrir une expérience sportive unique aux amateurs canadiens de la NFL. Aux termes de cette entente, en vigueur de 2013 à 2017, les Bills de Buffalo joueront un total de six matchs à Toronto, réaffirmant ainsi l'engagement de Rogers à produire un contenu sportif de première qualité et à offrir des expériences inédites aux amateurs.
- Sportsnet a fait l'annonce que son partenariat avec les Canucks de Vancouver était prolongé de 10 ans, soit jusqu'à la fin de la saison de la LNH 2022/2023, perpétuant ainsi une tradition vivante depuis 14 ans pour le réseau en tant que télédiffuseur régional des Canucks. La nouvelle entente prévoit une gamme complète de droits multimédias visant la présentation d'un maximum de 60 matchs de saison régulière des Canucks de Vancouver, et ce, chaque saison, notamment à la télévision, en ligne et sur les appareils mobiles. Sportsnet est également le détenteur officiel des droits de télédiffusion régionale des Maple Leafs de Toronto, des Flames de Calgary, des Oilers d'Edmonton et des Sénateurs d'Ottawa.
- Rogers a mené à terme l'acquisition de CJNT-TV Montreal (« Metro14 Montreal ») et a relancé la station sous le nouveau nom City Montreal dans ce marché important du Québec. Grâce à l'achat de cette licence de diffusion, aux autres acquisitions et aux ententes mises en place au cours de 2012, la portée de City s'est accrue de plus de 20 % pour pénétrer plus de 80 % des foyers canadiens.

Bilan solide renforcé par la vigueur soutenue des flux de trésorerie générés, l'augmentation des liquidités et la baisse des coûts d'emprunt

- Au cours du trimestre, la Société a généré sur une base consolidée des flux de trésorerie disponibles avant impôt de 543 millions de dollars, soit une hausse de 11 % en regard de ceux enregistrés au premier trimestre de 2012. Cette augmentation reflète la croissance du résultat d'exploitation ajusté qui a été annulée en partie par une hausse des dépenses en immobilisations corporelles. Les flux de trésorerie disponibles par action avant impôt ont affiché une progression de 14 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- La Société a émis des titres d'emprunt de première qualité d'un capital de 1,0 milliard de dollars américains composés de billets de premier rang de 500 millions de dollars américains à 3,0 % échéant en 2023 et de 500 millions de dollars américains à 4,5 % échéant en 2043. Le produit net tiré de l'émission de titres d'emprunt s'est chiffré à environ 985 millions de dollars américains (1 015 millions de dollars canadiens), montant qui devrait être affecté aux frais généraux de l'entreprise.
- Rogers a fait régresser le coût moyen total du capital d'emprunt de 6,12 % au 31 mars 2012 à 5,77 % au 31 mars 2013.

Augmentation des paiements aux actionnaires en raison de l'annonce d'une nouvelle hausse des dividendes

- En février 2013, Rogers a fait progresser son taux de dividende annualisé de 10 %, le faisant passer à 1,74 \$ par action, et a aussitôt déclaré un dividende trimestriel de 0,435 \$ l'action pour chacune de ses actions en circulation, selon le nouveau taux supérieur. De plus, la Société a annoncé l'autorisation d'un rachat d'actions jusqu'à concurrence de 500 millions de dollars en actions de catégorie B sans droit de vote de Rogers au cours de l'exercice.

Annnonce de la relève du chef de la direction

- La Société a fait l'annonce du départ à la retraite de son président et chef de la direction, Nadir Mohamed, en janvier 2014. M. Mohamed continuera de diriger la Société en 2013 et de travailler de concert avec le conseil d'administration de Rogers pour assurer une transition en douceur et sans heurt. Le conseil d'administration a mis sur pied un comité de recherche et a retenu les services d'une société de recrutement de cadres qui a entrepris ses recherches à l'international afin de trouver un successeur à M. Mohamed.

Le présent rapport de gestion, daté du 22 avril 2013, doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes pour le premier trimestre de 2013, ainsi qu'avec le rapport de gestion annuel et les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes de 2012 de la Société et les autres documents récents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières et publiés sur SEDAR, à www.sedar.com ou sur EDGAR, à www.sec.gov.

L'information financière fournie aux présentes a été établie conformément aux IFRS applicables aux états financiers intermédiaires et elle est présentée en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Puisque le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses, le lecteur doit lire attentivement la rubrique intitulée « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs, les risques et les hypothèses ».

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales, dont les résultats sont présentés selon les secteurs suivants :

- « Sans-fil », qui s'entend des activités de communications sans fil de la Société exercées par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Partnership (« RCP »);
- « Cable », qui s'entend des activités de communications par câble, y compris les services de télévision, d'Internet et de téléphonie par câble, exercées par RCP;
- « Solution d'Affaires Rogers » (« SAR »), qui s'entend des activités liées aux services de téléphonie à fil, aux réseaux de données et aux services IP aux entreprises et aux administrations gouvernementales canadiennes et à la vente de certains de ces services à tarif de gros, exercées par RCP;
- « Media », qui s'entend de notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et de ses filiales, notamment Rogers Broadcasting, laquelle possède un groupe de 55 stations de radio, les réseaux de télévision City, Sportsnet, Sportsnet ONE et Sportsnet World, la chaîne The Shopping Channel, les stations de télévision OMNI et des chaînes de télévision spécialisées canadiennes, notamment Outdoor Life Network, The Biography Channel (Canada), G4 Canada, FX (Canada) et CityNews Channel; Media numérique qui offre des solutions de publicité numérique à de nombreux sites Web; le groupe Les Éditions Rogers, qui produit plus de 50 publications grand public et professionnelles, et Rogers Sports Entertainment, qui possède le club de baseball des Blue Jays de Toronto (les « Blue Jays ») et le Centre Rogers. En outre, Media détient des participations dans des entités actives dans des domaines tels le contenu de télévision spécialisée, la production télévisuelle et la vente de services de diffusion.

Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales, et du symbole sous lequel les actions de Rogers Communications Inc. sont négociées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et à la New York Stock Exchange (« NYSE »).

RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2013	2012	Variation en %
Produits opérationnels			
Sans-fil	1 760 \$	1 706 \$	3
Cable	861	825	4
SAR	93	87	7
Media	341	354	(4)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(28)	(29)	(3)
Total des produits opérationnels	3 027	2 943	3
Résultat d'exploitation ajusté ¹⁾			
Sans-fil	765	737	4
Cable	429	378	13
SAR	23	18	28
Media	(7)	(14)	50
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(31)	(25)	(24)
Résultat d'exploitation ajusté¹⁾	1 179	1 094	8
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(450)	(463)	(3)
Charges financières	(181)	(160)	13
Autres produits	10	8	25
Résultat net ajusté avant impôt	558	479	17
Charge d'impôt ajustée ^{1), 2)}	(144)	(119)	21
Résultat net ajusté¹⁾	414 \$	360 \$	15
Résultat par action de base ajusté ¹⁾	0,80 \$	0,69 \$	16
Résultat par action dilué ajusté¹⁾	0,80	0,68	18

Résultat d'exploitation ajusté¹⁾	1 179 \$	1 094 \$	8
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	(58)	(6)	n. s.
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition	(9)	(42)	(79)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(450)	(463)	(3)
Bénéfice opérationnel	662	583	14
Charges financières	(181)	(160)	13
Autres produits	10	8	25
Bénéfice avant impôt sur le résultat	491	431	14
Charge d'impôt sur le résultat	(138)	(107)	29
Bénéfice net des activités poursuivies	353	324	9
Perte découlant des activités abandonnées	–	(19)	n. s.
Bénéfice net	353 \$	305 \$	16
Bénéfice de base par action – activités poursuivies	0,69 \$	0,62 \$	11
Bénéfice dilué par action – activités poursuivies	0,68	0,61	11
Bénéfice de base par action	0,69	0,58	19
Bénéfice dilué par action	0,68	0,57	19

Total des entrées d'immobilisations corporelles	464 \$	449 \$	3
Flux de trésorerie disponibles avant impôt¹⁾	543	488	11
Flux de trésorerie disponibles après impôt ¹⁾	428	416	3

1) Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance et mesures non conformes aux PCGR ».

2) Correspond à la charge d'impôt sur le résultat de 138 millions de dollars, majorée de 6 millions de dollars, relativement à la charge d'impôt sur les éléments ajustés, pour le trimestre clos le 31 mars 2013, et à la charge d'impôt sur le résultat de 107 millions de dollars, majorée de 12 millions de dollars, relativement à la charge d'impôt sur le résultat des éléments ajustés, pour le trimestre clos le 31 mars 2012.

n. s. : non significatif.

REVUE DES SECTEURS

SANS-FIL

Sommaire des résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2013	2012	Variation en %
Produits opérationnels			
Produits tirés des réseaux	1 683 \$	1 612 \$	4
Ventes de matériel	77	94	(18)
Total des produits opérationnels	1 760	1 706	3
Charges opérationnelles			
Coût du matériel ¹⁾	(349)	(324)	8
Autres charges opérationnelles	(646)	(645)	–
	(995)	(969)	3
Résultat d'exploitation ajusté²⁾	765 \$	737 \$	4
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée en % des produits tirés des réseaux ²⁾	45,5 %	45,7 %	
Entrées d'immobilisations corporelles	239 \$	223 \$	7
Produits tirés des services de transmission des données inclus dans les produits tirés des réseaux	762 \$	627 \$	22
Produits tirés des services de transmission des données en % des produits tirés des réseaux	45 %	39 %	

1) Le coût du matériel comprend le coût des ventes de matériel et les subventions directes pour les chaînes.

2) Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance et mesures non conformes aux PCGR ».

Sommaire des résultats d'abonnement de Sans-fil

(en milliers pour les données sur les abonnés, sauf les PMPA et les taux d'attrition)	Trimestres clos les 31 mars		
	2013	2012	Variation
Services facturés			
Ajouts bruts d'abonnés	319	334	(15)
Ajouts nets d'abonnés	32	47	(15)
Total des abonnés aux services facturés	7 878	7 621	257
Attrition mensuelle	1,22 %	1,26 %	(0,04) pts
Produits moyens par abonné (« PMPA ») mensuels ¹⁾	68,56 \$	67,39 \$	1,17 \$
Services prépayés			
Ajouts bruts d'abonnés	118	154	(36)
Réductions nettes d'abonnés	(93)	(72)	(21)
Total des abonnés aux services prépayés	1 498	1 689	(191)
Attrition mensuelle	4,48 %	4,31 %	0,17 pts
PMPA ¹⁾	14,63 \$	14,99 \$	(0,36) \$
PMPA mixtes¹⁾	59,68 \$	57,65 \$	2,03 \$
PMPA tirés des services de transmission des données	27,02	22,42	4,60
PMPA tirés des services de transmission de la voix	32,66	35,23	(2,57)

1) Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance et mesures non conformes aux PCGR ».

Abonnés et produits tirés des réseaux de Sans-fil

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, Sans-fil a procédé à la mise en service ou au rehaussement d'environ 673 000 téléphones intelligents en regard d'environ 642 000 au premier trimestre de 2012. Cet ajout de téléphones intelligents s'est traduit par une augmentation du pourcentage d'utilisateurs de téléphones intelligents, qui s'est établi à 71 % du total des abonnés aux services facturés de Sans-fil au 31 mars 2013, comparativement à 60 % au 31 mars 2012. Les utilisateurs de téléphones intelligents concluent généralement des contrats à terme pluriannuels et génèrent habituellement des PMPA grandement supérieurs à ceux des autres abonnés.

La hausse des produits tirés des réseaux de Sans-fil pour le trimestre clos le 31 mars 2013 en regard de la période correspondante de 2012 s'explique surtout par la croissance soutenue des nombres d'abonnés aux

services facturés de Sans-fil ainsi que l'adoption et l'utilisation accrues des services sans fil de transmission des données.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2013, les produits tirés des services sans fil de transmission des données ont augmenté de 22 % par rapport au trimestre correspondant de 2012, pour atteindre 762 millions de dollars. Cette augmentation des produits tirés des services sans fil de transmission des données tient à la pénétration soutenue et à l'utilisation croissante des téléphones intelligents, des tablettes et des cartes sans fil de transmission de données sur portables, ce qui favorise l'utilisation accrue du courriel, de l'accès Internet sans fil, de la messagerie texte, des données en itinérance ainsi que d'autres services sans fil de transmission des données. Cet accroissement est attribuable en partie aux améliorations apportées aux plans de transmission des données en itinérance mis en place au troisième trimestre de 2012. Pour le trimestre clos le 31 mars 2013, les produits tirés des services sans fil de transmission des données ont représenté respectivement à peu près 45 % du total des produits tirés des réseaux, contre environ 39 % pendant la période correspondante de 2012.

La hausse de 3,5 % des PMPA mixtes pour le trimestre clos le 31 mars 2013 par rapport au même trimestre un an plus tôt tient surtout compte de la croissance susmentionnée des produits tirés des services sans fil de transmission de données, laquelle a été contrebalancée en partie par un recul continu des PMPA tirés des services sans fil de transmission de la voix. La composante sans fil de transmission des données des PMPA mixtes s'est accrue de 20,5 % et a été annulée en partie par une baisse de 7,3 % de la composante sans fil de transmission de la voix en raison d'une tendance haussière du nombre d'abonnés passant des services sans fil de transmission de la voix aux services sans fil de transmission de données, ainsi que de la concurrence générale qui règne sur le marché des services sans fil de transmission de la voix.

Ventes de matériel de Sans-fil

Le recul des produits tirés des ventes de matériel pour le trimestre clos le 31 mars 2013, comparativement au même trimestre de 2012, tient surtout compte des modifications tarifaires des appareils et des subventions découlant de l'intensification de la concurrence, et a été annulé en partie par une hausse de la proportion d'appareils plus dispendieux dans la composition de l'offre de téléphones intelligents mis en service, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent.

Charges opérationnelles de Sans-fil

La hausse du coût de matériel enregistrée pendant le trimestre clos le 31 mars 2013, comparativement aux mêmes périodes de 2012, a découlé essentiellement d'une augmentation des ventes de téléphones intelligents à de nouveaux abonnés et des rehaussements d'appareils pour les abonnés existants. Pendant le trimestre clos le 31 mars 2013, la Société a procédé à la mise en service de 5 % de plus de téléphones intelligents ayant un coût moyen unitaire plus élevé que pour la même période de 2012.

Les charges de fidélisation totales, y compris les subventions aux rehaussements des appareils, ont atteint 247 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2013, contre 208 millions de dollars au cours de la période correspondante de 2012. Cette augmentation reflète surtout un nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants supérieur à celui du même trimestre en 2012, ainsi qu'une plus grande proportion de mises en service de téléphones intelligents de valeur supérieure et un environnement de tarification des prix plus concurrentiel.

Les autres charges opérationnelles pour le trimestre clos le 31 mars 2013, compte non tenu des charges de fidélisation dont il est question ci-dessus, sont demeurées sensiblement les mêmes qu'au premier trimestre de 2012. En raison de l'intensification des activités promotionnelles, Sans-fil a engagé des coûts de marketing plus élevés qui ont été contrebalancés par des gains d'efficacité attribuables aux mesures de gestion des coûts et de productivité dans diverses fonctions. Sans-fil continue de mettre l'accent sur les mesures de réduction des coûts et d'amélioration de l'efficacité.

Résultat d'exploitation ajusté de Sans-fil

La hausse de 4 % d'un exercice à l'autre du résultat d'exploitation ajusté et la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée sur les produits tirés des réseaux (compte non tenu des produits tirés des ventes de matériel) de 45,5 %, pour le trimestre clos le 31 mars 2013, reflètent principalement la croissance des produits tirés des réseaux au cours de la période, combinée à des mesures de gestion des coûts et d'amélioration de l'efficacité, tel qu'il est mentionné précédemment.

CABLE

Sommaire des résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2013	2012	Variation en %
Produits opérationnels			
Services de télévision	458 \$	465 \$	(2)
Services Internet	277	241	15
Services de téléphonie résidentielle	123	116	6
Produits tirés des services	858	822	4
Produits tirés de la vente de matériel	3	3	–
Total des produits opérationnels de Cable	861	825	4
Charges opérationnelles			
Coût du matériel	(2)	(3)	(33)
Autres charges opérationnelles	(430)	(444)	(3)
	(432)	(447)	(3)
Résultat d'exploitation ajusté¹⁾	429 \$	378 \$	13
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée ¹⁾	49,8 %	45,8 %	
Entrées d'immobilisations corporelles	181 \$	188 \$	(4)

1) Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance et mesures non conformes aux PCGR ».

Sommaire des résultats d'abonnement

(en milliers pour les données sur les abonnés)	Trimestres clos les 31 mars		
	2013	2012	Variation
Foyers branchés	3 828	3 764	64
Services de télévision			
Réductions nettes	(25)	(21)	(4)
Nombre total d'abonnés aux services de télévision	2 189	2 276	(87)
Services d'accès Internet			
Ajouts nets	26	13	13
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet	1 890	1 806	84
Services de téléphonie résidentielle			
Ajouts nets	17	1	16
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie	1 091	1 053	38
Nombre total d'abonnés¹⁾			
Ajouts nets (réductions nettes)	18	(7)	25
Nombre total d'abonnés	5 170	5 135	35

1) Le nombre total d'abonnés comprend les abonnés aux services de télévision, d'accès Internet et de téléphonie.

Produits tirés des services de télévision

Les produits tirés des services de télévision du trimestre clos le 31 mars 2013 ont fléchi par rapport à ceux de la période correspondante de 2012, en raison de la baisse de 4 % du nombre d'abonnés aux services de télévision et de l'incidence des activités promotionnelles et de la tarification relative à la fidélisation associées à l'intensification de la concurrence, lesquelles ont été annulées en partie par les modifications tarifaires effectuées en janvier 2013.

Le nombre d'abonnés aux services de câble numériques représente 81 % du total des abonnés aux services de télévision au 31 mars 2013, contre 78 % au 31 mars 2012. L'agrandissement de la sélection de chaînes numériques, la vidéo sur demande, la TVHD et les EVP continuent de soutenir la croissance constante du nombre d'abonnés aux services de câble numériques, en tant que pourcentage du nombre total d'abonnés aux services de télévision.

Cable a commencé à convertir une part important du reste de ses abonnés aux services de câble analogiques vers ses services numériques en 2012. Cette conversion stratégique continuera de renforcer l'expérience client et, une fois qu'elle sera complétée, permettra d'accroître considérablement la capacité des réseaux ainsi que de réduire les coûts opérationnels et les coûts d'entretien des réseaux. La conversion des services de câble

analogiques aux services de câble numériques qui devrait être terminée en 2015 nécessite des coûts opérationnels et des dépenses en immobilisations corporelles supplémentaires à mesure que des convertisseurs numériques seront fournis aux abonnés aux services analogiques restants et que le matériel de filtrage analogique sera mis hors service.

Produits tirés des services d'accès Internet

La croissance des produits tirés des services d'accès Internet pour le trimestre clos le 31 mars 2013 en regard de la même période un an plus tôt reflète l'augmentation du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet ainsi qu'une migration générale vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures, de même que les modifications tarifaires apportées aux services d'accès Internet pendant les 12 derniers mois.

Maintenant que les abonnés aux services d'accès Internet sont au nombre de 1,9 million, la pénétration des services d'accès Internet atteignait approximativement 49 % des foyers branchés au réseau de câble et 86 % des abonnés aux services de télévision en date du 31 mars 2013, comparativement à 48 % et à 79 %, respectivement, à la même date un an plus tôt.

Produits tirés des services de téléphonie résidentielle

La hausse par rapport au premier trimestre de 2012 des produits tirés des services de téléphonie pour le trimestre clos le 31 mars 2013 reflète surtout la croissance du nombre d'abonnés aux services de téléphonie attribuable à l'intensification des activités promotionnelles.

Le nombre d'abonnés aux services de téléphonie s'est accru de 4 % entre le 31 mars 2012 et le 31 mars 2013 et représente maintenant 29 % des foyers branchés au réseau de câble et 50 % des abonnés aux services de télévision, comparativement à 28 % et à 46 %, respectivement, au 31 mars 2012.

Charges opérationnelles de Cable

Les charges opérationnelles de Cable ont régressé de 3 % au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, comparativement à la même période de 2012. Compte non tenu de l'incidence positive d'un ajustement de 8 millions de dollars aux honoraires liés aux licences à payer, lequel a été effectué pour concorder avec la période de facturation du CRTC au cours du trimestre à l'étude, la baisse par rapport à l'exercice précédent se chiffrait à 1 %. Ce recul s'explique par des mesures de réduction des coûts, des gains d'efficacité et une baisse des volumes d'activité. Cable continue à mettre l'accent sur les mesures de réduction des coûts et d'amélioration de l'efficacité.

Résultat d'exploitation ajusté de Cable

L'augmentation d'un exercice à l'autre du résultat d'exploitation ajusté enregistrée au trimestre clos le 31 mars 2013 découle surtout de la hausse des produits tirés des services combinée aux mesures de réduction des coûts, tel qu'il a été mentionné précédemment, ce qui donne lieu à un accroissement de 49,8 % de la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée du trimestre clos le 31 mars 2013 par rapport à 45,8 % pour le trimestre correspondant de 2012.

Autres faits nouveaux pour Cable

Le 14 janvier 2013, la Société a annoncé une transaction stratégique multipartite avec Shaw dans le but d'acquérir le réseau de câble de Shaw à Hamilton, en Ontario, et d'obtenir une option d'achat des avoirs du SSFE de Shaw en 2014. Par ailleurs, Rogers a l'intention de vendre à Shaw sa participation d'un tiers dans la chaîne spécialisée TVtropolis. L'investissement en trésorerie net de Rogers devrait totaliser environ 700 millions de dollars si toutes les composantes de la transaction sont approuvées.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, la Société a versé des dépôts nets de 241 millions de dollars à l'égard de ces transactions avec Shaw. Elle a reçu l'approbation réglementaire relativement à l'achat du réseau de câble de Shaw à Hamilton, en Ontario, et attend que les autres transactions soient approuvées à leur tour. À l'heure actuelle, la Société s'attend à ce que l'acquisition du réseau de câble de Shaw à Hamilton, en Ontario, et la vente de TVtropolis soient menées à terme au cours du deuxième trimestre de 2013.

SAR

Sommaire des résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2013	2012	Variation en %
Produits opérationnels			
Activités de prochaine génération	44 \$	35 \$	26
Activités traditionnelles	40	50	(20)
Produits tirés des services	84	85	(1)
Produits tirés de la vente de matériel	9	2	n. s.
Total des produits opérationnels de SAR	93	87	7
Charges opérationnelles	(70)	(69)	1
Résultat d'exploitation ajusté¹⁾	23 \$	18 \$	28
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée ¹⁾	24,7 %	20,7 %	
Entrées d'immobilisations corporelles	15 \$	15 \$	–

1) Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance et mesures non conformes aux PCGR ».

Produits tirés de SAR

Les produits tirés de SAR ont augmenté de 7 % pour le trimestre clos le 31 mars 2013 par rapport au trimestre correspondant de 2012 en raison de la hausse des produits tirés des activités de prochaine génération ainsi que des ventes non récurrentes de matériel, lesquelles ont été annulées en partie par une baisse des produits tirés des activités traditionnelles. Le secteur SAR met surtout l'accent sur les services IP et vise de plus en plus à offrir davantage de services à marge supérieure à partir des réseaux possédés ou proches pour accroître, au moyen des installations de réseau existantes, sa prestation de services aux moyennes et grandes entreprises, aux entités du secteur public et aux entreprises de télécommunications. Les produits tirés des services traditionnels hors réseau à marge inférieure incluent habituellement des services de transmission de la voix locaux et interurbains et les services traditionnels de transmission des données. À l'inverse, les produits découlant des services de prochaine génération à marge supérieure continuent de croître en raison de l'augmentation du nombre d'abonnés et des services supplémentaires offerts aux clients existants et comptent à présent pour 52 % du total des produits tirés des services de SAR.

Charges opérationnelles de SAR

Les charges opérationnelles ont légèrement augmenté pour le trimestre clos le 31 mars 2013, par rapport à la période correspondante de 2012, en raison de l'incidence du coût des ventes de matériel. Les charges opérationnelles ont reculé de 9 % d'un exercice à l'autre, compte non tenu de l'incidence des ventes de matériel non récurrentes. Cette diminution découle d'une baisse des coûts liés aux services traditionnels, laquelle est attribuable au recul des volumes, ainsi qu'à des mesures continues mises en place pour améliorer les coûts et la productivité. SAR a continué de mettre l'accent sur la mise en œuvre d'un programme de mesures de réduction des coûts et d'amélioration de l'efficacité pour gérer la croissance globale des charges opérationnelles et accroître la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée.

Résultat d'exploitation ajusté de SAR

La hausse d'un exercice à l'autre du résultat d'exploitation ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2013 est attribuable à la croissance des marges de services de prochaine génération ainsi qu'à des efficacités au chapitre des coûts, lesquelles ont donné lieu à une augmentation de la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée de SAR qui est passée de 20,7 % à 24,7 %.

Autres faits nouveaux de SAR

Le 17 avril 2013, la Société a annoncé l'achat de la totalité des actions de BLACKIRON Data ULC (« Blackiron ») auprès de Primus Telecommunications Canada Inc., pour une contrepartie en trésorerie de 200 millions de dollars. Blackiron est un fournisseur canadien de services d'informatique en nuage et de centres de données, comptant environ 4 000 abonnés. L'achat de Blackiron permet à SAR d'améliorer sa gamme de services d'informatique en nuage et de centres de données à l'échelle des entreprises.

MEDIA

Sommaire des résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2013	2012	Variation en %
Produits opérationnels	341 \$	354 \$	(4)
Charges opérationnelles	(348)	(368)	(5)
Résultat d'exploitation ajusté¹⁾	(7) \$	(14) \$	50
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée ¹⁾	(2,1) %	(4,0) %	
Entrées d'immobilisations corporelles	11 \$	10 \$	10

1) Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance et mesures non conformes aux PCGR ».

Produits de Media

Le recul des produits de Media pour le trimestre clos le 31 mars 2013, comparativement à la période correspondante de 2012, reflète l'incidence continue de l'assouplissement du marché publicitaire qui continue de freiner la croissance dans la majorité des divisions de Media, ainsi que les répercussions résiduelles du lock-out de la LNH en 2012. Cette baisse a été enrayée en partie par une hausse des produits tirés de la distribution générés par Sportsnet et d'autres chaînes spécialisées. Ajustés pour tenir compte de l'incidence du lock-out de la LNH et des autres éléments non récurrents qui se sont produits en 2012, les produits de Media pour le trimestre clos le 31 mars 2013 sont demeurés sensiblement les mêmes qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Charges opérationnelles de Media

La diminution des charges opérationnelles de Media comptabilisée pendant le trimestre clos le 31 mars 2013, comparativement à la période correspondante de 2012, tient compte de la réduction des coûts de programmation sportive associés au lock-out des joueurs de la LNH, du recul des charges de programmation attribuable aux modifications du calendrier de télédiffusion, de l'incidence positive découlant d'un ajustement aux honoraires liés aux licences à payer effectué pour concorder avec la période de facturation du CRTC au cours du trimestre à l'étude, ainsi que des mesures globales de compression des coûts.

Résultat d'exploitation ajusté de Media

L'amélioration du résultat d'exploitation ajusté de Media pour le trimestre clos le 31 mars 2013, comparativement à la période correspondante de 2012, est principalement attribuable aux variations susmentionnées des produits et des charges.

Autres faits nouveaux pour Media

En février 2013, Media a mené à terme l'acquisition de la licence de diffusion de Metro14 Montreal et a lancé la station sous le nouveau nom City Montreal dans ce marché important du Québec. L'achat de cette licence de diffusion, ainsi que les autres acquisitions et ententes mises en place au cours de 2012 ont accru de plus de 20 % la portée de la chaîne City et celle-ci pénètre désormais plus de 80 % des foyers canadiens.

ENTRÉES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2013	2012	Variation en %
Entrées d'immobilisations corporelles			
Sans-fil	239 \$	223 \$	7
Cable	181	188	(4)
SAR	15	15	–
Media	11	10	10
Siège social	18	13	38
Total des entrées d'immobilisations corporelles	464 \$	449 \$	3

Entrées d'immobilisations corporelles de Sans-fil

La hausse des entrées d'immobilisations corporelles de Sans-fil pour le trimestre clos le 31 mars 2013 par rapport au trimestre clos le 31 mars 2012 s'explique par le déploiement soutenu du réseau LTE, par les mises à niveau continues du réseau ayant pour but d'améliorer l'expérience des utilisateurs des réseaux LTE et HSPA+, ainsi que par les mesures visant à accroître la fiabilité des réseaux et à améliorer les plateformes de service.

Entrées d'immobilisations corporelles de Cable

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles de Cable pour le trimestre clos le 31 mars 2013 par rapport à la même période un an plus tôt, reflète la baisse des investissements de réseau liés à la capacité et le calendrier de certaines mesures d'amélioration des plateformes de vidéos et de données, laquelle baisse a été annulée en partie par des investissements dans le matériel des abonnés en lien avec le déploiement continu des boîtes numériques TerminalPlus 2.0 et par la conversion aux services numériques des abonnés aux services analogiques.

Entrées d'immobilisations corporelles de SAR

Les entrées d'immobilisations corporelles de SAR du trimestre clos le 31 mars 2013 sont restées sensiblement les mêmes que pour la période correspondante de 2012 et se composaient principalement des dépenses affectées aux expansions des réseaux spécialisés et au capital de soutien.

Entrées d'immobilisations corporelles de Media

Les entrées d'immobilisations corporelles de Media au cours du trimestre clos le 31 mars 2013 reflètent les dépenses engagées à l'égard des systèmes numériques et des systèmes de diffusion ainsi que des mises à niveau des installations de Sports Entertainment.

ANALYSE DU BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2013	2012	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté¹⁾	1 179 \$	1 094 \$	8
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	(58)	(6)	n. s.
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition	(9)	(42)	(79)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(450)	(463)	(3)
Bénéfice opérationnel	662	583	14
Charges financières	(181)	(160)	13
Autres produits	10	8	25
Charge d'impôt sur le résultat	(138)	(107)	29
Bénéfice net des activités poursuivies	353	324	9
Perte découlant des activités abandonnées	–	(19)	n. s.
Bénéfice net	353 \$	305 \$	16

1) Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance et mesures non conformes aux PCGR ».

Résultat d'exploitation ajusté

Pour le trimestre clos le 31 mars 2013, le résultat d'exploitation ajusté consolidé a progressé de 85 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre clos le 31 mars 2012. Les parts de cette croissance de 85 millions de dollars attribuables à Sans-fil, à Cable, à SAR et à Media ont été, respectivement, de 28 millions de dollars, de 51 millions de dollars, de 5 millions de dollars et de 7 millions de dollars. Cette augmentation a été contrebalancée par une diminution de 6 millions de dollars des éléments relevant du siège social et des éliminations intersociétés. Pour en savoir davantage sur les résultats des activités de chacun de ces secteurs, il y a lieu de se reporter aux rubriques respectives du présent rapport de gestion.

Rémunération fondée sur des actions

Pendant le trimestre clos le 31 mars 2013, la charge de rémunération fondée sur les actions s'est accrue pour atteindre 58 millions de dollars, compte tenu de l'incidence de la couverture des dérivés liés à la rémunération fondée sur les actions d'un montant de 9 millions de dollars. La charge et le passif d'une période donnée dépendent généralement des options acquises et des fluctuations des prix du marché. L'augmentation de la rémunération fondée sur des actions est essentiellement imputable à la progression de 6,73 \$ du cours de l'action RCI.B à la Bourse de Toronto (la « TSX ») pendant le trimestre clos le 31 mars 2013 comparativement à une augmentation de 0,35 \$ pour le même trimestre en 2012. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, une tranche de 10 millions de dollars de la charge se rapportait à l'acquisition des droits sur options et une tranche de 48 millions de dollars de ces charges était liée à la variation du cours de l'action de RCI en regard de celui enregistré au 31 décembre 2012.

À la fin du premier trimestre de 2013, la Société a conclu des instruments dérivés de couverture afin de couvrir le risque d'appréciation des prix à l'égard des droits à l'appréciation d'actions, des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées (se reporter à la rubrique « Survol de la situation de trésorerie, des sources de financement et des opérations sur le capital social – Dérivés liés à la rémunération fondée sur des actions »). Les variations de la juste valeur des instruments dérivés de couverture sont comptabilisées en tant que composantes de la charge de rémunération fondée sur des actions et contrebalancent l'incidence des variations du cours des actions de catégorie B de RCI comprises dans la valeur accumulée du passif découlant de la rémunération fondée sur des actions à l'égard des droits à l'appréciation d'actions, des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées. Ces dérivés de couverture ont pour but de contrebalancer la plupart des changements de valeur de marché de la rémunération fondée sur des actions de la Société à l'avenir.

Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition

Les frais d'intégration et de restructuration et les coûts d'acquisition engagés au cours du trimestre clos le 31 mars 2013 se rapportaient principalement aux indemnités de départ découlant de la restructuration de l'effectif.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

Les niveaux relativement stables de la charge d'amortissement pour le trimestre clos le 31 mars 2013 par rapport au trimestre correspondant de 2012 reflètent une régression de la charge d'amortissement attribuable à un prolongement de la durée d'utilité estimée de certains actifs des réseaux et des technologies de l'information au troisième trimestre de 2012, laquelle baisse a été annulée en partie par une augmentation des amortissements des immobilisations corporelles qui s'explique en grande partie par le calendrier de préparation de certains projets liés aux réseaux et aux systèmes, y compris le lancement du réseau LTE dans plusieurs municipalités.

Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2013	2012	Variation en %
Intérêts sur la dette à long terme	(178) \$	(167) \$	7
Intérêts sur les passifs au titre des retraites	(4)	–	n. s.
Perte (profit) de change	(15)	6	n. s.
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	12	(7)	n. s.
Intérêts inscrits à l'actif	6	10	(40)
Autres	(2)	(2)	–
Total des charges financières	(181) \$	(160) \$	13

L'augmentation de la charge d'intérêts pour le trimestre clos le 31 mars 2013 par rapport au trimestre clos le 31 mars 2012 tient compte d'une hausse du montant de la dette, augmentation qui a été annulée en partie par une baisse du taux d'intérêt moyen pondéré. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Survol de la situation de trésorerie, des sources de financement et des opérations sur le capital social » pour en savoir davantage sur la dette de la Société et les intérêts qui s'y rapportent.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, le dollar canadien s'est déprécié de 2,1 cents par rapport au dollar américain, ce qui s'est traduit par une perte de change de 15 millions de dollars principalement liée aux billets de premier rang de 350 millions de dollars américains échéant en 2038 pour lesquels les swaps de devises connexes (les « dérivés liés à la dette ») n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables avant le 6 mars 2013 (se reporter à la rubrique « Survol de la situation de trésorerie, des sources de financement et des opérations sur le capital social – Transactions sur dérivés liés à la dette »). Cette perte de change a été en grande partie contrebalancée par la variation correspondante de la juste valeur des dérivés liés à la dette connexes de 12 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2013.

Avec prise d'effet le 6 mars 2013, les nouveaux dérivés liés à la dette relatifs aux billets de premier rang de 350 millions de dollars américains échéant en 2038 ont été désignés comme des couvertures à des fins comptables. Par conséquent, les variations subséquentes de la juste valeur des dérivés liés à la dette, et la variation correspondante des taux de change, seront comptabilisées par le biais des autres éléments du résultat global.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2012, le dollar canadien s'est apprécié de 2,0 cents par rapport au dollar américain, ce qui s'est traduit par un profit de change de 6 millions de dollars, aussi principalement lié aux billets de premier rang de 350 millions de dollars américains échéant en 2038 pour lesquels les dérivés liés à la dette connexes n'avaient pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables. Ce profit de change a été en grande partie contrebalancé par la variation correspondante de la juste valeur des dérivés liés à la dette connexes de 7 millions de dollars pour le trimestre clos 31 mars 2012.

Autres produits

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, les autres produits de 10 millions de dollars étaient principalement attribuables aux produits financiers et aux charges engagées à l'égard de certains placements, notamment le bénéfice tiré de l'investissement de 37,5 % dans Maple Leaf & Sports Entertainment (« MLSE ») réalisé par la Société.

Charge d'impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf le taux d'impôt)	Trimestres clos les 31 mars	
	2013	2012
Taux d'impôt prévu par la loi	26,3 %	26,2 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	491 \$	431 \$
Charge d'impôt sur le résultat calculée	129	113
Charge de rémunération fondée sur des actions non déductible	12	–
Autres éléments	(3)	(6)
Charge d'impôt sur le résultat	138 \$	107 \$
Taux d'impôt effectif	28,1 %	24,8 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	115 \$	72 \$

Le taux d'impôt effectif de la Société a atteint 28,1 % pour le trimestre clos le 31 mars 2013, contre 24,8 % pour la période correspondante de 2012. Le taux pour le trimestre diffèrait du taux prévu par la loi de 26,3 % en 2013 en raison essentiellement de la charge de rémunération fondée sur des actions non déductible.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2013, l'impôt sur le résultat payé s'est chiffré à 115 millions de dollars en regard de 72 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2012. La Société a utilisé la quasi-totalité de ses reports prospectifs de pertes fiscales autres qu'en capital résiduelles en 2012. De plus, les changements législatifs visant à éliminer le report du revenu des sociétés de personnes sont entrés en vigueur à la fin de 2011. Ces changements ont pour effet d'accélérer temporairement les paiements d'impôt en trésorerie totaux de la Société, puisque le paiement d'environ 700 millions de dollars au titre de l'impôt différé ayant déjà été passé en charges est accéléré et payé sur une période de cinq ans à compter de 2012, à un taux de 15 % en 2012, de 20 % de 2013 à 2015, inclusivement, et de 25 % en 2016. Pour toutes ces raisons, les paiements d'impôt en trésorerie de la Société pour l'exercice 2013 devraient continuer de croître par rapport à ceux de 2012, tel qu'il a été présenté dans les prévisions financières de la Société pour 2013. Bien que l'amortissement des reports prospectifs de pertes fiscales et l'élimination du report de la société de personnes aient une incidence sur le calendrier des paiements d'impôt en trésorerie, la Société ne s'attend pas à ce que les conséquences sur sa charge d'impôt sur le résultat à des fins comptables soient importantes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs, les risques et les hypothèses » du présent rapport de gestion.

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2013	2012	Variation en %
Bénéfice net des activités poursuivies	353 \$	324 \$	9
Perte découlant des activités abandonnées	–	(19)	n. s.
Bénéfice net	353	305	16
Bénéfice de base par action – activités poursuivies	0,69 \$	0,62 \$	11
Bénéfice dilué par action – activités poursuivies	0,68	0,61	11
Bénéfice de base par action	0,69	0,58	19
Bénéfice dilué par action	0,68	0,57	19
Bénéfice net des activités poursuivies	353 \$	324 \$	9
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	58	6	n. s.
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition	9	42	(79)
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(6)	(12)	(50)
Résultat net ajusté¹⁾	414 \$	360 \$	15
Résultat par action de base ajusté ¹⁾	0,80 \$	0,69 \$	16
Résultat par action dilué ajusté ¹⁾	0,80	0,68	18

1) Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance et mesures non conformes aux PCGR ».

La Société a constaté un bénéfice net des activités poursuivies de 353 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2013, soit un bénéfice de base par action de 0,69 \$ et un bénéfice dilué par action de 0,68 \$, comparativement à un bénéfice net de 324 millions de dollars, à savoir un bénéfice de base par action de 0,62 \$ et un bénéfice dilué par action de 0,61 \$, pour la période correspondante en 2012.

La Société a comptabilisé un résultat net ajusté de 414 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2013, en hausse de 15 % par rapport à celui du trimestre correspondant de 2012. Elle a également constaté un résultat par action de base et dilué ajusté de 0,80 \$, à savoir une progression de 16 % pour le résultat par action de base ajusté et une hausse de 18 % pour le résultat par action dilué ajusté par rapport au même trimestre en 2012. La croissance du résultat par action ajusté s'explique principalement par la hausse du résultat d'exploitation ajusté enregistrée au cours du trimestre. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance et mesures non conformes aux PCGR ».

Flux de trésorerie disponibles avant impôt

Les flux de trésorerie disponibles avant impôt se sont établis à 543 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2013; cette hausse de 11 % par rapport au trimestre correspondant de 2012 est attribuable en grande partie à la progression de 8 % du résultat d'exploitation ajusté, laquelle a été atténuée en partie par la hausse des entrées d'immobilisations corporelles et des intérêts sur la dette à long terme.

Les flux de trésorerie disponibles avant impôt s'entendent du résultat d'exploitation ajusté diminué des dépenses en immobilisations corporelles et des intérêts sur la dette à long terme (après l'inscription à l'actif). Pour en savoir davantage sur la détermination des flux de trésorerie disponibles avant impôt, qui est une mesure non conforme aux PCGR, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance et mesures non conformes aux PCGR ».

SURVOL DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE, DES SOURCES DE FINANCEMENT ET DES OPÉRATIONS SUR LE CAPITAL SOCIAL

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2013	2012	Variation en %
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments opérationnels hors trésorerie	1 189 \$	1 045 \$	14
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(47)	(200)	(77)
	1 142	845	35
Impôt sur le résultat payé	(115)	(72)	60
Intérêts payés	(222)	(245)	(9)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	805	528	52
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(795)	(568)	40
Entrées de trésorerie liées aux activités de financement	1 211	53	n. s.
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 221 \$	13 \$	n. s.

Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles

Pour le trimestre clos le 31 mars 2013, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles ont atteint 805 millions de dollars, contre 528 millions de dollars pour la période correspondante de 2012. Les composantes comptabilisées au cours du trimestre clos le 31 mars 2013 incluent notamment les éléments suivants :

- les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant les variations des éléments opérationnels hors trésorerie de 1 189 millions de dollars, découlant principalement du résultat d'exploitation ajusté;
- la trésorerie utilisée à l'égard des éléments du fonds de roulement de 47 millions de dollars, y compris une diminution de 175 millions de dollars des créditeurs et produits non acquis laquelle a été annulée par une baisse de 128 millions de dollars des débiteurs et autres actifs;
- l'impôt sur le résultat payé de 115 millions de dollars, en hausse de 43 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2012, augmentation qui tient compte de l'utilisation de la quasi-totalité de ses reports prospectifs de pertes fiscales autres qu'en capital résiduels en 2012, et les changements législatifs visant à éliminer le report de la société de personnes qui sont entrés en vigueur à la fin de 2011;
- les intérêts payés de 222 millions de dollars, en baisse de 23 millions de dollars par rapport à ceux de la période correspondante de 2012, en raison surtout de la différence entre le calendrier de paiements du premier trimestre de 2013 et celui du premier trimestre de 2012.

Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement

Pour le trimestre clos le 31 mars 2013, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont chiffrées à 795 millions de dollars par rapport à 568 millions de dollars pour le même trimestre en 2012 et sont attribuables aux éléments suivants :

- les entrées d'immobilisations corporelles de 516 millions de dollars, y compris 52 millions de dollars au titre des variations connexes du fonds de roulement hors trésorerie;
- le paiement net de 241 millions de dollars relatif aux transactions stratégiques de la Société conclues avec Shaw;
- les paiements au titre des droits de diffusion et les autres investissements de 38 millions de dollars.

Entrées de trésorerie liées aux activités de financement

Les entrées de trésorerie liées aux activités de financement réalisées au cours du trimestre clos le 31 mars 2013 se sont chiffrées à 1 211 millions de dollars, comparativement à des sorties de trésorerie de 53 millions de dollars au cours de la période correspondante de 2012. Cette hausse est essentiellement attribuable à ce qui suit :

- produit de 400 millions de dollars tiré du financement par titrisation initial;
- produit de 1 030 millions de dollars tiré de l'émission de la dette à long terme, lequel a été annulé en partie par des coûts de transaction de 15 millions de dollars;

- facteurs contrebalancés par un versement de dividendes de 204 millions de dollars.

Compte tenu de la trésorerie de 213 millions de dollars à l'ouverture du trimestre clos le 31 mars 2013, et des activités de financement susmentionnées, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 1 434 millions de dollars au 31 mars 2013.

Financement

Les instruments d'emprunt à long terme de la Société sont décrits aux notes 17 et 19 afférentes aux états financiers consolidés audités annuels de 2012 et à la note 11 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de 2013.

Émissions de titres d'emprunt

Le 7 mars 2013, la Société a émis des billets de premier rang pour un montant de 1 milliard de dollars américains, soit des billets de premier rang à 3,0 % de 500 millions de dollars américains échéant en 2023 (les « billets de 2023 ») et des billets de premier rang à 4,5 % de 500 millions de dollars américains échéant en 2043 (les « billets de 2043 »). Les billets de 2023 ont été émis à escompte à un taux de 99,845 % pour un taux effectif de 3,018 % par année s'ils sont détenus jusqu'à leur échéance et les billets de 2043 ont été émis à escompte à un taux de 99,055 % pour un taux effectif annuel de 4,558 % s'ils sont détenus jusqu'à leur échéance. La Société a encaissé un produit net totalisant environ 985 millions de dollars américains (1 015 millions de dollars canadiens) provenant de l'émission des billets de 2023 et des billets de 2043, déduction faite de l'escompte d'émission initial, de la rémunération des placeurs pour compte et d'autres frais connexes. Le produit net total tiré des billets de 2023 et des billets de 2043 devrait servir aux fins générales de la Société.

Les billets de 2023 et les billets de 2043 sont tous garantis par RCP et ont égalité de rang avec l'ensemble des autres billets et débentures de premier rang non garantis et la facilité de crédit bancaire de la Société.

Transactions sur dérivés liés à la dette

Avec prise d'effet le 6 mars 2013, la Société a résilié les dérivés liés à la dette d'un montant notionnel total de 350 millions de dollars américains qui couvraient, à des fins économiques, les obligations relatives au principal et aux intérêts sur les billets de premier rang de 350 millions de dollars américains échéant en 2038 (les « billets de 2038 ») ayant une échéance initiale de 10 ans fixée au 15 août 2018. Elle a par ailleurs conclu de nouveaux dérivés liés à la dette d'un montant notionnel total de 350 millions de dollars américains dans le but de couvrir les obligations relatives au principal et aux intérêts sur les billets de 2038 jusqu'à leur échéance aux taux du marché alors en vigueur. Ces nouveaux dérivés liés à la dette ont pour effet de convertir le montant notionnel total de 350 millions de dollars américains des billets de 2038 portant intérêt à un taux nominal fixe de 7,5 % en un montant de 359 millions de dollars canadiens portant intérêt à un taux fixe de 7,6 %. À des fins comptables, les nouveaux dérivés liés à la dette couvrant les billets de 2038 ont été désignés en tant que couvertures efficaces en diminution de la dette libellée en dollars américains désignée.

Avec prise d'effet le 7 mars 2013, et parallèlement à l'émission des billets de 2023 et des billets de 2043, la Société a conclu des dérivés liés à la dette d'un montant notionnel total de 1,0 milliard de dollars américains. Une tranche d'un montant notionnel de 500 millions de dollars américains de ces dérivés liés à la dette couvre les obligations relatives au principal et aux intérêts sur les billets de 2023 jusqu'à leur échéance en 2023, tandis qu'une autre tranche d'un montant notionnel de 500 millions de dollars américains de ces dérivés couvre les obligations relatives au principal et aux intérêts sur les billets de 2043 jusqu'à leur échéance en 2043. Ces dérivés liés à la dette ont pour effet de : a) convertir le montant notionnel total de 500 millions de dollars américains des billets de 2023 portant intérêt à un taux nominal fixe de 3,0 % en un montant de 515 millions de dollars canadiens portant intérêt à un taux fixe de 3,6 %; b) convertir le montant notionnel total de 500 millions de dollars américains des billets de 2043 portant intérêt à un taux nominal fixe de 4,5 % en un montant de 515 millions de dollars canadiens portant intérêt à un taux fixe de 4,6 %. À des fins comptables, les dérivés liés à la dette couvrant les billets de 2023 et les billets de 2043 ont été désignés en tant que couvertures efficaces en diminution de la dette libellée en dollars américains désignée.

Par suite de ces transactions, au 31 mars 2013, la Société avait une dette à long terme libellée en dollars américains de 5,23 milliards de dollars américains, couverte en totalité à des fins économiques et comptables (se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers »).

Trésorerie et liquidité disponible aux termes de la facilité de crédit bancaire

Au 31 mars 2013, aucune avance n'était impayée aux termes de la facilité de crédit bancaire de 2,0 milliards de dollars de la Société et la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 1,4 milliard de dollars ce qui, conjointement avec le financement confirmé disponible aux termes du programme de titrisation des débiteurs de 500 millions de dollars dont il est question ci-après, totalise 3,9 milliards de dollars en liquidité disponible.

Programme de titrisation des débiteurs

Le 31 décembre 2012, la Société a conclu un programme de titrisation des débiteurs qui lui permet de vendre certaines créances clients visées par le programme pour un produit maximal de 900 millions de dollars. La Société continuera de gérer ces débiteurs et conservera presque tous les risques et avantages liés aux débiteurs vendus.

La Société s'est engagée à respecter les modalités du programme de titrisation des débiteurs jusqu'à l'expiration du programme, le 31 décembre 2015, et le financement initial de 400 millions de dollars a été reçu le 14 janvier 2013. Les droits de l'acheteur relativement à ces créances clients ont priorité de rang sur ceux de la Société. D'un mois à l'autre, sur la durée du programme de titrisation, l'acheteur réinvestira les sommes dégagées par ces débiteurs en achetant des droits supplémentaires sur certaines créances clients. L'acheteur des créances clients de la Société ne détient aucun autre droit sur les autres actifs de la Société.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En février 2013, la Société a annoncé que la TSX avait approuvé l'avis déposé indiquant son intention de renouveler son offre publique à l'égard de ses actions de catégorie B sans droit de vote pour une autre période de un an. L'avis de la TSX stipule que, pendant la période de 12 mois commençant le 25 février 2013 et se terminant le 24 février 2014, la Société peut racheter par l'intermédiaire de la TSX, de la NYSE ou d'un autre système de négociation, jusqu'à 35,8 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote ou le nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote pouvant être rachetées aux termes de l'offre publique pour un prix de rachat total de 500 millions de dollars, selon le moins élevé de ces nombres. La direction déterminera le nombre réel d'actions de catégorie B sans droit de vote devant être rachetées, le cas échéant, ainsi que le moment de ces rachats aux termes de l'offre publique, en tenant compte des conditions du marché, du cours des actions, de sa situation de trésorerie et d'autres facteurs.

Pendant le trimestre clos le 31 mars 2013, aucune action de catégorie B sans droit de vote n'avait été rachetée aux fins d'annulation aux termes de l'offre publique.

Dividendes et autres paiements sur les titres de participation

En février 2013, le conseil d'administration de Rogers a approuvé l'augmentation du dividende annualisé à 1,74 \$ par action de catégorie A avec droit de vote et action de catégorie B sans droit de vote, augmentation qui est entrée en vigueur immédiatement. Le dividende sera payé sous forme de versements trimestriels de 0,435 \$ par action. Ce dividende trimestriel n'est payable qu'après avoir été déclaré par le conseil et au moment choisi par lui et rien ne donne droit à un dividende avant qu'il ne soit déclaré. Cela fait suite à l'augmentation du dividende annualisé qui était passé de 1,42 \$ à 1,58 \$ par action de catégorie A avec droit de vote et action de catégorie B sans droit de vote en février 2012.

La Société a déclaré et versé des dividendes sur ses actions de catégorie A avec droit de vote et ses actions de catégorie B sans droit de vote en circulation comme suit :

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action	Dividendes payés (en millions)
21 février 2012	19 mars 2012	2 avril 2012	0,395 \$	207 \$
25 avril 2012	15 juin 2012	3 juillet 2012	0,395 \$	205 \$
15 août 2012	14 septembre 2012	3 octobre 2012	0,395 \$	204 \$
24 octobre 2012	14 décembre 2012	2 janvier 2013	0,395 \$	204 \$
14 février 2013	15 mars 2013	2 avril 2013	0,435 \$	224 \$

Gestion des risques financiers

Contrats de change à terme

Au 31 mars 2013, une tranche de 320 millions de dollars américains des contrats de change à terme utilisés pour couvrir le risque de change lié à certaines dépenses prévues (les « dérivés liés aux dépenses » et, collectivement avec les dérivés liés à la dette et les dérivés liés aux capitaux propres, les « dérivés ») était toujours en cours. Tous les dérivés liés aux dépenses sont admissibles et ont été désignés à titre de couvertures à des fins comptables. Les dérivés liés aux dépenses fixent le cours de change sur un montant total de 20 millions de dollars américains par mois des dépenses prévues de la Société à un taux moyen de 0,9643 \$ CA pour 1 \$ US jusqu'en juillet 2014. Un montant total de 60 millions de dollars américains au titre des dérivés liés aux dépenses a été réglé au cours du trimestre clos le 31 mars 2013 pour un montant de 58 millions de dollars canadiens.

Analyse de la couverture économique

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, la dette libellée en dollars américains et les dérivés liés à la dette de la Société se sont accrus de 1 milliard de dollars (se reporter à la rubrique « Transactions sur dérivés liés à la dette »). Au 31 mars 2013, la dette libellée en dollars américains de la Société était couverte à 100 % à des fins économiques et comptables, alors qu'elle était couverte à 91,7 % à des fins comptables au 31 décembre 2012.

Position de couverture consolidée

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	31 mars 2013	31 décembre 2012
Dette à long terme libellée en dollars américains	5 230 \$ US	4 230 \$ US
Tranche couverte au moyen des dérivés liés à la dette	5 230 \$ US	4 230 \$ US
Cours de change couvert	1,1142	1,1340
Pourcentage de couverture ¹⁾	100,0 %	100,0 %
Tranche de la dette à long terme à taux fixe ²⁾		
Total de la dette à long terme	12 447 \$ CA	11 447 \$ CA
Total de la dette à long terme à taux fixe	12 447 \$ CA	11 447 \$ CA
Pourcentage de la dette à long terme à taux fixe	100,0 %	100,0 %
Taux d'intérêt moyen pondéré sur la dette à long terme	5,77 %	6,06 %

1) Conformément aux exigences relatives à la comptabilisation de couvertures prescrites par l'IFRS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, RCI a, au 31 mars 2013 et au 31 décembre 2012, comptabilisé respectivement 100 % et 91,7 % de ses dérivés liés à la dette à titre de couvertures en diminution de la dette libellée en dollars américains désignée. Par conséquent, au 31 décembre 2012, 91,7 % de la dette libellée en dollars américains était couverte à des fins comptables contre 100 % à des fins économiques.

2) La dette à long terme tient compte de l'incidence des dérivés liés à la dette.

Dérivés liés à la rémunération fondée sur des actions

En février et en mars 2013, la Société conclut des instruments dérivés afin de couvrir le risque d'appréciation des prix à l'égard des 5,7 millions d'actions de catégorie B de RCI qui ont été attribuées dans le cadre des programmes de rémunération fondée sur des actions relativement aux droits à l'appréciation d'actions, aux unités d'actions de négociation restreinte et aux unités d'actions différées (les « dérivés liés aux capitaux propres ») lors de périodes antérieures. Les dérivés liés aux capitaux propres ont servi de couverture à un prix moyen pondéré de 50,37 \$. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables. Par conséquent, toute variation de la juste valeur des dérivés liés aux capitaux propres est comptabilisée en tant que composante de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions et contrebalance largement l'incidence des fluctuations du prix des actions de catégorie B de RCI contenues dans la valeur accumulée du passif au titre de la rémunération fondée sur des actions relativement aux droits à l'appréciation d'actions, aux unités d'actions de négociation restreinte et aux unités d'actions différées. Au 31 mars 2013, la juste valeur des dérivés liés aux capitaux propres correspondait à un actif de 9 millions de dollars.

Évaluation des dérivés à la valeur de marché

Conformément aux IFRS, les dérivés sont comptabilisés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit, qui a été déterminée à l'aide des taux d'actualisation liés à la trésorerie, et d'un écart estimé des obligations pour la durée et la contrepartie voulues dans le cas de chaque dérivé. La valeur estimée des dérivés, ajustée en fonction de la qualité du crédit des dérivés, peut changer selon la variation des écarts pour Rogers et ses contreparties. Au 31 mars 2013, la position nette créditrice des instruments dérivés s'établissait comme suit :

(en millions de dollars, sauf les taux de change)	Montant notionnel en dollars américains	Taux de change	Montant notionnel en dollars canadiens	Juste valeur
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
À l'actif	1 600 \$	1,0252	1 640 \$	60 \$
Au passif	3 630	1,1534	4 187	(572)
Position nette créditrice évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette				(512)
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
À l'actif				9
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
À l'actif	320	0,9643	309	18
Position nette créditrice évaluée à la valeur de marché				(485)

Calcul de la dette nette, de la titrisation et des dérivés liés à la dette

Le calcul du total de la dette à long terme, de la titrisation et des passifs au titre des dérivés liés à la dette de la Société à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit se détaille comme suit :

(en millions de dollars)	31 mars 2013	31 décembre 2012
Titrisation des débiteurs	400 \$	– \$
Dette à long terme ^{1), 2)}	11 964	10 858
Passifs nets au titre des dérivés liés à la dette ²⁾	512	524
Total	12 876 \$	11 382 \$

1) Avant la déduction de la diminution de la juste valeur découlant de la méthode de l'acquisition et des coûts de transaction différés.

2) Tient compte de la partie courante et de la partie non courante.

Données sur les actions ordinaires en circulation

Le tableau qui suit présente des données sur les actions ordinaires en circulation de la Société aux 31 mars 2013 et 2012.

	31 mars 2013	31 mars 2012
Actions ordinaires¹⁾		
De catégorie A avec droit de vote	112 462 014	112 462 014
De catégorie B sans droit de vote	402 827 618	412 413 138
Total des actions ordinaires	515 289 632	524 875 152
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	7 221 756	10 257 906
Options en circulation exerçables	4 761 736	5 211 064

1) Les porteurs des actions de catégorie B sans droit de vote de RCI ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister, mais, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A avec droit de vote en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou des actes constitutifs de RCI ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes des actes constitutifs de RCI. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions de catégorie A avec droit de vote et des actions de catégorie B sans droit de vote, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A avec droit de vote et pour celles des actions de catégorie B sans droit de vote.

ENGAGEMENTS ET AUTRES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les principales obligations de la Société aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location simple, sont résumées dans le rapport de gestion annuel de 2012 et analysées dans les notes 17, 19 et 26 afférentes aux états financiers consolidés audités annuels de la Société pour 2012. À l'exception de l'émission des billets de 2023 et des billets de 2043 et de la résiliation des dérivés liés à la dette décrites précédemment à la rubrique « Survol de la situation de trésorerie, des sources de financement et des opérations sur le capital social », il n'y a pas eu de modification importante de ces principales obligations contractuelles depuis le 31 décembre 2012.

RÉGLEMENTATION GOUVERNEMENTALE ET ÉVOLUTION DE LA RÉGLEMENTATION

La réglementation gouvernementale d'importance qui influe sur les activités de la Société est résumée dans le rapport de gestion annuel de 2012. Les principales modifications concernant la réglementation qui sont survenues depuis la publication du rapport de gestion annuel de 2012 de la Société daté du 14 février 2013 sont présentées ci-dessous.

Consultation sur le Cadre politique et technique pour la bande de 700 MHz et utilisation commerciale du spectre mobile

En mars 2013, Industrie Canada a publié le *Cadre de délivrance de licences pour les services mobiles à large bande (SMLB) — bande de 700 MHz*. Les principaux éléments du Cadre portant sur le spectre de 700 MHz sont les suivants :

- Industrie Canada a, en grande partie, confirmé le cadre politique et technique entourant les enchères du spectre de 700 MHz proposé dans son document de consultation daté du 14 mars 2012.
- Une structure d'enchères combinatoires au cadre (« format ECC ») sera utilisée plutôt que la structure d'enchères ascendantes à rondes multiples simultanées (« format EARMS ») employée auparavant et les enchères commenceront le 19 novembre 2013. Des soumissions de format ECC seront déposées pour les ensembles de licences d'utilisation du spectre par rapport à des soumissions de format EARMS pour les soumissions de licences individuelles.
- Les entités associées peuvent déposer des demandes de soumissions individuellement et demander à ce que le plafond des enchères soit appliqué sur une base individuelle. Ces soumissionnaires doivent démontrer qu'ils « prévoient dispenser activement et indépendamment les services » dans la zone de licence visée pour la durée des plafonds d'enchères (cinq ans après l'octroi des licences).

Politique en matière d'itinérance et de partage des pylônes d'antenne

En mars 2013, Industrie Canada a publié les *Cadres révisés d'itinérance obligatoire et de partage obligatoire des pylônes d'antennes et des emplacements*, en conclusion de la consultation commencée en 2012. Les principaux éléments des cadres révisés sont les suivants :

- Industrie Canada a, en grande partie, confirmé les propositions présentées dans son document de consultation pour 2012.
- Avec prise d'effet immédiate, tous les titulaires de licences seront autorisés à déposer des demandes d'itinérance auprès d'autres titulaires de licences.
- La période de négociation des ententes a été réduite de 90 jours à 60 jours, après quoi, l'arbitrage, aux termes des règles d'Industrie Canada, commencera.
- Les règles sur le transfert ininterrompu actuelles seront maintenues et le transfert ininterrompu ne sera pas obligatoire.

Consultation concernant le transfert, la division et la subordination des licences d'utilisation du spectre

En mars 2013, Industrie Canada a publié la *Consultation sur les aspects à prendre en compte concernant le transfert, la division et la subordination des licences d'utilisation du spectre*. La consultation a été lancée dans le but de clarifier le processus d'examen des demandes de transfert d'utilisation du spectre employé par Industrie Canada; plus particulièrement, afin de déterminer les critères à prendre en compte et le processus à utiliser lors de l'examen des demandes de transfert de licences d'utilisation du spectre. Rogers a fait connaître ses commentaires au début avril et soumettra ses réponses aux observations au début mai.

Examen par le CRTC de la tarification des services d'accès Internet de gros et de la facturation à l'utilisation

En février 2013, le CRTC a fait connaître sa décision concernant sept demandes de revoir et de modifier ses décisions portant sur les prix des services Internet de gros réglementés. La décision concernant la demande de Rogers a eu pour effet d'accroître les taux de Rogers; cette hausse a toutefois été moindre que celle à laquelle s'attendait la Société.

MISE À JOUR SUR LES RISQUES ET LES INCERTITUDES

Les risques et les incertitudes d'importance sont présentés dans le rapport de gestion annuel de 2012, daté du 14 février 2013, et ils doivent être lus à la lumière du présent rapport de gestion trimestriel intermédiaire. Les changements importants survenus depuis cette date sont les suivants :

Mise à jour sur les règlements de litiges

En 2004, une poursuite a été entreprise contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada relativement aux frais d'accès au système perçus par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients.

En février 2013, la Cour d'appel de la Saskatchewan a rejeté la demande des demandeurs de prolonger le délai d'appel de la décision d'adhésion de la Cour de la Saskatchewan. En avril 2013, les demandeurs ont déposé une demande pour que la deuxième poursuite visant les frais d'accès au système qu'ils ont entamée, dont la Cour a ordonné, en décembre 2009, la suspension conditionnelle sous le motif d'abus de procédure, soit autorisée à aller de l'avant. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a conclu certaines transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent à son conseil d'administration. Pendant le trimestre clos le 31 mars 2013, les montants payés par la Société à ces parties liées, directement ou indirectement, ont totalisé 9 millions de dollars, en regard de 10 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2012. Les sommes payées étaient pour des services juridiques, des services d'impression et des commissions versées sur les primes d'assurance. La Société a conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec des sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit. Les montants totaux reçus de ces parties liées ou versés à celles-ci pendant les trimestres clos les 31 mars 2013 et 2012 ont tous deux été inférieurs à 1 million de dollars.

Ces transactions sont inscrites à la contrepartie convenue par les parties liées, et elles sont examinées par le comité d'audit.

ESTIMATIONS ET MÉTHODES COMPTABLES CRITIQUES

Dans ses états financiers consolidés audités annuels de 2012 et les notes y afférentes, de même que dans son rapport de gestion annuel de 2012, la Société a présenté les estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de ses activités commerciales et des résultats de ses activités. Pour le trimestre clos le 31 mars 2013, les principales méthodes et estimations comptables de Sans-fil, d'Activités de Cable, de SAR et de Media ne comportaient aucune différence par rapport à celles présentées dans le rapport de gestion annuel de 2012 de la Société.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

L'application des prises de position en comptabilité suivantes est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013. Il y a lieu de se reporter au rapport annuel de 2012 et aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de 2013 pour une courte description de chaque prise de position.

Rogers a évalué l'incidence des nouvelles normes suivantes et a déterminé que ces normes n'avaient aucune répercussion sur ses états financiers consolidés :

- *IFRS 10, États financiers consolidés*
- *IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*
- *IFRS 13, Évaluation de la juste valeur*
- *IAS 28, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté l'IAS 19, *Avantages du personnel* (2011), en sa version modifiée, qui modifie la base de détermination des produits et des charges relativement aux régimes à prestations définies. Cette modification élimine la notion de rendement des actifs du régime et de coût financier (produits) et la remplace par le coût financier net qui est calculé en multipliant le taux d'actualisation par le passif (l'actif) net. Le coût financier net tient compte de toute modification du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies au cours d'une période par suite des cotisations et des prestations versées. L'adoption de la norme modifiée n'a pas eu d'incidence importante sur les périodes précédentes.

Par suite de l'adoption de l'IFRS 11, *Partenariats*, la Société a modifié sa méthode comptable à l'égard des intérêts qu'elle détient dans des partenariats. Aux termes de l'IFRS 11, la Société classe les intérêts qu'elle détient dans des partenariats en tant qu'entreprises communes ou coentreprises en fonction de ses droits sur les actifs et de ses obligations au titre des passifs des partenariats. Dans le cadre de cette évaluation, la Société tient compte de la structure des partenariats, de la forme juridique de tout véhicule distinct, des accords contractuels et d'autres faits et circonstances. Par suite de ce changement, la Société a comptabilisé sa participation selon la méthode de la consolidation proportionnelle ou la méthode de la mise en équivalence, selon respectivement que la participation est définie comme étant une entreprise commune ou une coentreprise. L'adoption de la nouvelle norme n'a pas eu d'incidence importante relativement aux périodes antérieures.

Récentes prises de position en comptabilité

À l'heure actuelle, Rogers n'a pas adopté toutes les normes, interprétations et modifications qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur. L'*IFRS 9, Instruments financiers*, devra être appliquée à compter du 1^{er} janvier 2015. Il y a lieu de se reporter au rapport annuel de 2012 pour une courte description de la prise de position. La Société a entrepris d'évaluer l'incidence de l'adoption de l'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Aucun changement n'est survenu dans les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du premier trimestre de 2013 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

FLUCTUATIONS SAISONNIÈRES

Les résultats opérationnels de la Société sont assujettis à des fluctuations saisonnières qui ont une incidence importante sur les résultats opérationnels d'un trimestre à l'autre. Par conséquent, les résultats opérationnels d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur.

Les activités de Sans-fil, d'Activités de Cable, de SAR et de Media comportent des aspects saisonniers particuliers à chacun de ces secteurs. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières influant sur Sans-fil, Activités de Cable, SAR et Media, il y a lieu de se reporter au rapport de gestion annuel de 2012 de la Société.

OBJECTIFS FINANCIERS ET OPÉRATIONNELS POUR 2013

À l'heure actuelle, la Société n'a aucune modification particulière à faire concernant ses objectifs financiers et opérationnels pour 2013 par rapport à ce qu'elle a présenté le 14 février 2013. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs, les risques et les hypothèses » paraissant plus loin.

INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE ET MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

Indicateurs clés de performance

La Société mesure le succès de ses stratégies à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans son rapport de gestion annuel de 2012 et dans le présent rapport de gestion trimestriel. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle, de même que par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs comprennent les suivants :

- les produits tirés des réseaux et les PMPA;
- les nombres d'abonnés et les taux d'attrition des abonnés;
- les charges opérationnelles;
- le coût des ventes de matériel;
- la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions;
- les frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition;
- le résultat opérationnel et les marges connexes;
- le résultat d'exploitation ajusté et les marges connexes;
- le résultat net ajusté;
- le résultat par action de base et dilué ajusté;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les entrées d'immobilisations corporelles;
- la dette à long terme et les passifs (actifs) nets au titre des dérivés liés à la dette.

Certains indicateurs clés de performance mentionnés ci-dessus sont des mesures non conformes aux PCGR dont le rapprochement est présenté dans le paragraphe suivant.

Mesures non conformes aux PCGR

Le résultat d'exploitation ajusté, les flux de trésorerie disponibles et les montants « après ajustement » présentés ci-dessous sont revus périodiquement par la direction et le conseil d'administration pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée conformément aux IFRS. En conséquence, elles ne peuvent être comparées à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Ces mesures sont également utilisées par les investisseurs et les institutions prêteuses à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesure d'évaluation. Le tableau qui suit présente un rapprochement entre ces mesures non conformes aux PCGR et la mesure la plus comparable établie conformément aux IFRS.

Les montants « après ajustement » ne tiennent pas compte i) de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, ii) des frais d'intégration et de restructuration et des coûts d'acquisition, iii) du règlement des obligations au titre des régimes de retraite et iv) de la perte liée aux remboursements sur la dette à long terme relativement au bénéfice net et au bénéfice par action, de la dépréciation d'actifs, du profit à la distribution du spectre, de l'incidence fiscale connexe des montants susmentionnés ainsi que d'une charge d'impôt sur le résultat découlant de modifications des lois fiscales.

Résultat d'exploitation ajusté, résultat net ajusté, résultat par action ajusté et flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars, sauf les montants par action; en millions pour les nombres d'actions en circulation)	Trimestre clos les 31 mars	
	2013	2012
Bénéfice opérationnel	662 \$	583 \$
Ajouter		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	450	463
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	58	6
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition	9	42
Résultat d'exploitation ajusté	1 179 \$	1 094 \$
Bénéfice net des activités poursuivies	353 \$	324 \$
Ajouter (déduire)		
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	58	6
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition	9	42
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(6)	(12)
Résultat net ajusté	414 \$	360 \$
Résultat par action de base ajusté		
Résultat net ajusté	414 \$	360 \$
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	525
Résultat par action de base ajusté	0,80 \$	0,69 \$
Résultat par action dilué ajusté		
Résultat net ajusté	414 \$	360 \$
Diviser par le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation	518	528
Résultat par action dilué ajusté	0,80 \$	0,68 \$
Bénéfice de base par action		
Bénéfice net des activités poursuivies	353 \$	324 \$
Bénéfice net	353 \$	305 \$
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	525
Bénéfice de base par action – activités poursuivies	0,69 \$	0,62 \$
Bénéfice de base par action	0,69 \$	0,58 \$
Bénéfice dilué par action		
Bénéfice net des activités poursuivies	353 \$	324 \$
Incidence des titres dilutifs sur le bénéfice net	–	(2)
Bénéfice net dilué des activités poursuivies	353 \$	322 \$
Bénéfice net	353 \$	305 \$
Incidence des titres dilutifs sur le bénéfice net	–	(2)
Bénéfice net dilué	353 \$	303 \$
Diviser par le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation	518	528
Bénéfice dilué par action – activités poursuivies	0,68 \$	0,61 \$
Bénéfice dilué par action	0,68 \$	0,57 \$
Flux de trésorerie disponibles		
Résultat d'exploitation ajusté	1 179 \$	1 094 \$
Ajouter (déduire)		
Dépenses en immobilisations corporelles	(464)	(449)
Intérêts sur la dette à long terme, après l'inscription à l'actif	(172)	(157)
Flux de trésorerie disponibles avant impôt	543	488
Impôt sur le résultat en trésorerie	(115)	(72)
Flux de trésorerie disponibles après impôt	428 \$	416 \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS TRIMESTRIELS

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2013	2012				2011		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits opérationnels								
Sans-fil	1 760 \$	1 920 \$	1 889 \$	1 765 \$	1 706 \$	1 826 \$	1 832 \$	1 759 \$
Cable	861	852	838	843	825	838	826	832
SAR	93	88	86	90	87	93	96	100
Media	341	434	392	440	354	428	407	437
Éléments relevant du siège social et éliminations	(28)	(33)	(29)	(32)	(29)	(30)	(30)	(31)
Total des produits opérationnels	3 027	3 261	3 176	3 106	2 943	3 155	3 131	3 097
Résultat d'exploitation ajusté¹⁾								
Sans-fil	765	687	843	796	737	670	815	761
Cable	429	421	403	403	378	403	367	397
SAR	23	27	22	22	18	20	19	21
Media	(7)	75	50	79	(14)	44	55	91
Éléments relevant du siège social et éliminations	(31)	(34)	(30)	(24)	(25)	(36)	(29)	(26)
Résultat d'exploitation ajusté¹⁾	1 179	1 176	1 288	1 276	1 094	1 101	1 227	1 244
(Charge) recouvrement au titre de la rémunération fondée sur des actions	(58)	(57)	(26)	12	(6)	(34)	19	(41)
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition	(9)	(10)	(7)	(33)	(42)	(20)	(15)	(17)
Règlement des obligations au titre des régimes de retraite	—	—	—	—	—	—	—	(11)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(450)	(453)	(437)	(466)	(463)	(454)	(427)	(444)
Dépréciation d'actifs	—	(80)	—	—	—	—	—	—
Bénéfice opérationnel	662	576	818	789	583	593	804	731
Charges financières	(181)	(176)	(169)	(159)	(160)	(158)	(146)	(166)
Autres produits (charges)	10	241	(6)	7	8	(3)	1	5
Bénéfice net avant impôt sur le résultat	491	641	643	637	431	432	659	570
Charge d'impôt sur le résultat	(138)	(112)	(177)	(224)	(107)	(97)	(162)	(157)
Bénéfice net des activités poursuivies	353 \$	529 \$	466 \$	413 \$	324 \$	335 \$	497 \$	413 \$
Perte découlant des activités abandonnées	—	—	—	(13)	(19)	(8)	(6)	(3)
Bénéfice net	353 \$	529 \$	466 \$	400 \$	305 \$	327 \$	491 \$	410 \$
Bénéfice par action tiré des activités poursuivies								
De base	0,69 \$	1,03 \$	0,90 \$	0,79 \$	0,62 \$	0,63 \$	0,92 \$	0,76 \$
Dilué	0,68 \$	1,02 \$	0,90 \$	0,77 \$	0,61 \$	0,63 \$	0,88 \$	0,75 \$
Bénéfice par action								
De base	0,69 \$	1,03 \$	0,90 \$	0,77 \$	0,58 \$	0,61 \$	0,91 \$	0,75 \$
Dilué	0,68 \$	1,02 \$	0,90 \$	0,75 \$	0,57 \$	0,61 \$	0,87 \$	0,74 \$
Bénéfice net	353 \$	529 \$	466 \$	400 \$	305 \$	327 \$	491 \$	410 \$
Perte découlant des activités abandonnées	—	—	—	13	19	8	6	3
Bénéfice net des activités poursuivies	353 \$	529 \$	466 \$	413 \$	324 \$	335 \$	497 \$	413 \$
Ajouter (déduire)								
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions	58	57	26	(12)	6	34	(19)	41
Frais d'intégration et de restructuration et coûts d'acquisition	9	10	7	33	42	20	15	17
Règlement des obligations au titre des régimes de retraite	—	—	—	—	—	—	—	11
Dépréciation d'actifs	—	80	—	—	—	—	—	—
Profit sur la distribution de spectre	—	(233)	—	—	—	—	—	—
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(6)	12	(4)	(10)	(12)	(11)	(4)	(13)
Charge d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	—	—	—	54	—	(28)	—	—
Résultat net ajusté¹⁾	414 \$	455 \$	495 \$	478 \$	360 \$	350 \$	489 \$	469 \$
Résultat par action ajusté tiré des activités poursuivies¹⁾								
De base	0,80 \$	0,88 \$	0,96 \$	0,92 \$	0,69 \$	0,66 \$	0,90 \$	0,86 \$
Dilué	0,80 \$	0,88 \$	0,96 \$	0,91 \$	0,68 \$	0,66 \$	0,90 \$	0,85 \$
Entrées d'immobilisations corporelles	464 \$	707 \$	528 \$	458 \$	449 \$	653 \$	559 \$	520 \$
Flux de trésorerie disponibles avant impôt	543 \$	296 \$	589 \$	656 \$	488 \$	289 \$	510 \$	564 \$

1) Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance et mesures non conformes aux PCGR ».

SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS DES GARANTS DE LA DETTE À LONG TERME

Les titres d'emprunt publics en circulation, la facilité de crédit bancaire de 2,0 milliards de dollars et les dérivés de la Société sont des obligations non garanties de RCI, en qualité de débiteur, et de RCP, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit une sélection de données financières consolidées non auditées résumées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCP, iii) les filiales non garanties (les « autres filiales »), sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars (non audité)									
	RCI ^{1), 2)}		RCP ^{1), 2)}		Autres filiales ²⁾		Ajustements de consolidation ²⁾		Totaux consolidés	
	31 mars 2013	31 mars 2012	31 mars 2013	31 mars 2012	31 mars 2013	31 mars 2012	31 mars 2013	31 mars 2012	31 mars 2013	31 mars 2012
Données tirées des comptes de résultat										
Produits	2 \$	– \$	2 711 \$	2 613 \$	351 \$	366 \$	(37) \$	(36) \$	3 027 \$	2 943 \$
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	(61)	(31)	765	665	(23)	(33)	(19)	(18)	662	583
Bénéfice net (perte nette)	353	305	765	645	175	169	(940)	(814)	353	305

(en millions de dollars)	À la clôture des périodes (non audité)									
	RCI ^{1), 2)}		RCP ^{1), 2)}		Autres filiales ²⁾		Ajustements de consolidation ²⁾		Totaux consolidés	
	31 mars 2013	31 déc. 2012	31 mars 2013	31 déc. 2012	31 mars 2013	31 déc. 2012	31 mars 2013	31 déc. 2012	31 mars 2013	31 déc. 2012
Données tirées des bilans à la clôture de la période										
Actifs courants	2 548 \$	1 682 \$	8 099 \$	8 209 \$	2 042 \$	1 905 \$	(9 117) \$	(9 575) \$	3 572 \$	2 221 \$
Actifs non courants	28 522	27 388	12 277	12 232	6 752	6 642	(29 893)	(28 865)	17 658	17 397
Passifs courants	11 735	9 717	1 949	2 776	1 122	1 129	(10 163)	(10 620)	4 643	3 002
Passifs non courants	11 862	12 082	433	438	177	179	145	149	12 617	12 848

1) Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

2) Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCP n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs, les risques et les hypothèses

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs, au sens de la législation applicable aux valeurs mobilières, et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvés par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions. De plus, ces énoncés prospectifs incluent, notamment, des indications et des prévisions relatives aux produits, au résultat d'exploitation ajusté, aux dépenses en immobilisations corporelles, aux paiements d'impôt en trésorerie, aux flux de trésorerie disponibles, aux paiements de dividendes, à la croissance prévue des nombres d'abonnés et des services auxquels ils s'abonnent, aux coûts d'acquisition de nouveaux abonnés et au lancement de nouveaux services ainsi que tous les autres énoncés qui ne sont pas fondés sur des événements historiques. On reconnaît les énoncés prospectifs à l'emploi de termes et d'expressions comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention », « estimer », « planifier », « projeter », « indications » et d'autres expressions semblables et à l'utilisation du futur et du conditionnel, mais les énoncés prospectifs ne contiennent pas tous ces termes et expressions. Les conclusions, prévisions et projections découlant de ces énoncés prospectifs sont fondées sur les objectifs et stratégies actuels de la Société ainsi que sur des estimations, attentes et hypothèses, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que la Société juge raisonnables à l'heure actuelle, mais qui peuvent s'avérer erronées et concernent, notamment, les taux de croissance du secteur et de l'économie en général, les cours de change, les niveaux de prix des produits et l'intensité de la concurrence, la croissance des nombres d'abonnés, les taux d'utilisation et d'attrition, la modification de la réglementation gouvernementale, le déploiement de la technologie, la disponibilité des appareils, le moment du lancement de nouveaux produits, les coûts de contenu et de matériel, l'intégration des entreprises acquises de même que la structure et la stabilité de l'industrie.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

La Société met en garde le lecteur du fait que, de par leur nature même, les énoncés prospectifs, notamment en ce qui a trait aux objectifs, stratégies et intentions actuels de la Société, et les facteurs, hypothèses, estimations ou attentes qui sous-tendent ces énoncés prospectifs peuvent changer et sont incertains de même que les résultats réels peuvent différer considérablement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs. Un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs pourraient faire en sorte que les résultats et événements réels diffèrent considérablement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs ou entraîner des changements des objectifs, stratégies et intentions actuels de la Société, notamment les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable, la conjoncture économique, l'évolution technologique, l'intégration des entreprises acquises, les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu, l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications, la modification de la réglementation, les litiges, les questions fiscales, l'intensité de la concurrence ainsi que l'émergence de nouvelles occasions d'affaires.

Un grand nombre de ces facteurs est indépendant du contrôle et des attentes ou connaissances actuelles de la Société. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes. Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit juridique que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives, les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour en savoir davantage sur les risques, les incertitudes et le contexte liés aux activités de la Société, il y a lieu de se reporter à la section « Contexte opérationnel » du rapport de gestion annuel de 2012 qui comprend la rubrique « Risques et incertitudes influant sur les secteurs d'activité de la Société ». Les rapports annuels et trimestriels de la Société sont disponibles en ligne sur rogers.com/investors, sedar.com et sec.gov ou directement auprès de Rogers.

À propos de Rogers Communications Inc.

Rogers Communications est une société ouverte canadienne diversifiée dans les communications et les médias. Elle est le principal fournisseur de services sans fil de communication et l'un des plus importants fournisseurs de services de télévision par câble, d'accès Internet à haute vitesse et de téléphonie par câble au Canada. Par l'intermédiaire de Rogers Media, la Société exerce des activités de radiodiffusion, de télédiffusion et de téléachat, elle publie des magazines et des revues spécialisées et elle est présente dans le secteur du divertissement sportif et des médias numériques. La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI). Pour en savoir davantage sur le groupe de sociétés Rogers, il y a lieu de consulter le site Web de la Société, à www.rogers.com. L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.

Relations avec les investisseurs – Personnes-ressources

Bruce M. Mann, 416-935-3532, bruce.mann@rci.rogers.com
Dan R. Coombes, 416-935-3550, dan.coombes@rci.rogers.com

Relations avec les médias – Personne-ressource

Terrie Tweddle, 416-935-4727, terrie.tweddle@rci.rogers.com

Conférence téléphonique trimestrielle à l'intention de la communauté financière

Selon l'annonce faite précédemment par voie de communiqué, la téléconférence sur les résultats trimestriels de la Société avec la communauté financière sera diffusée en direct sur le Web, à www.rogers.com/webcast, à compter de 16 h 30 HE aujourd'hui, le 22 avril 2013. Il sera possible de réécouter la conférence (en anglais seulement) à partir de la page « Relations avec les investisseurs – Événements et présentations » sur le site Web de Rogers, à www.rogers.com, pendant une période d'au moins deux semaines suivant la téléconférence.

###